

**INTERVENTION DE M. HURMIC PIERRE,**  
**AU SIDE EVENT DU 22 JUILLET 2022**  
**« ROLE OF SOCIAL AND SOLIDARITY ECONOMY IN ACHIEVING THE SDGS:**  
**POTENTIAL GENERAL ASSEMBLY RESOLUTION »**

Je tiens d'abord à saluer le travail effectué par la Task-force inter-agences de l'ONU, dont le GSEF est membre observateur, ainsi que l'initiative du gouvernement espagnol et du groupe de pays qui portent aujourd'hui ce projet de résolution.

Il est très important pour moi, président du GSEF et cofondateur de la Coalition internationale de l'ESS, de venir à la tribune aujourd'hui représenter les gouvernements locaux et les réseaux de la société civile engagés pour la promotion d'une « économie autrement ».

Nous vivons un moment historique.

Notre maison brûle et nous devons impérativement cesser de regarder ailleurs.

Nous savons désormais que notre futur sera écologique ou ne sera pas.

Je viens d'une région, la Gironde en France, qui est ravagée, ces derniers jours, par de très violents incendies de forêt, liés à la sécheresse caniculaire engendrée par le réchauffement climatique.

Il nous faut bifurquer, changer de trajectoire, conduire la transformation écologique et sociale de notre économie.

Nous observons 4 phénomènes qui convergent et s'accroissent avec les crises, dont celle du Covid-19

- La « génération climat » arrive sur le marché et aspire à changer le travail pour y trouver du sens.
- Nombre d'investisseurs plébiscitent la finance durable.
- Les consommateurs sont de plus en plus responsables, en quête d'éthique sur l'étiquette.
- Les entreprises cherchent à développer les circuits courts et à opter pour la sobriété

Notre économie a révélé sa vulnérabilité face aux crises, nous devons être plus résilients.

Cela implique de changer l'entreprise : lui assigner des objectifs sociaux et environnementaux, revoir le rapport capital/travail, démocratiser sa gouvernance, répondre aux besoins des territoires, cesser de confondre bénéfices et dividendes, ...

Dans ce contexte, l'ESS doit devenir la « norme qui réglera l'économie de demain », la norme qui impose le primat de l'humain et du projet collectif sur le capital, qui structure une économie de la proximité et du long terme.

Son apport aux sorties de crise est évident: elle répond aux besoins sociaux -nous l'avons observé lors de la crise du Covid-19 - en assurant les fonctions essentielles et en maintenant le lien social, ou comme cela se vérifie chaque fois qu'un pays est confronté à une guerre ou une catastrophe.

L'ESS devra être promue au coeur des politiques de reconstruction.

Cette économie de demain s'impose pour contribuer au travail décent, en particulier en favorisant la création d'emploi des jeunes et des femmes, pour transformer nos modèles économiques à travers l'économie circulaire, la transition énergétique, des mobilités décarbonées, une alimentation plus végétale et locale, la promotion d'un bâtiment frugal,...

La reconnaissance internationale de l'ESS constitue un tournant majeur, l'OIT a ouvert la voie et l'ONU tient un rôle clé pour qu'elle soit pleinement mobilisée dans l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD).

Un des grands penseurs de l'écologie, le bordelais, Jacques Ellul, affirmait qu'il faut « penser global et agir local ».

Nous y sommes : cette résolution nous permettra de diffuser l'ESS sur tous les continents, dans tous les pays, en appuyant les forces vives présentes sur les territoires : les gouvernements locaux et les acteurs.

Cette résolution légitimera notre action, elle nous donnera un cadre, une définition à laquelle nous raccrocher, des outils et l'énergie citoyenne pour développer l'ESS.

Notre économie est à bout de souffle, nous devons décoloniser notre imaginaire économique, aujourd'hui encore fondé sur la croissance infinie, dans un monde aux ressources limitées, et au prix de désastres écologiques et sociaux.

Le vote de la résolution de l'ONU suscitera, sans aucun doute, une nouvelle dynamique citoyenne à co-construire avec les gouvernements locaux, engendrera un développement territorial qui contribuera à réduire la pauvreté, répondra aux besoins fondamentaux des communautés tout en respectant les ressources naturelles- les biens communs - de leur territoire.

L'ONU est une alliée décisive pour changer de modèle de développement et vous trouverez dans le GSEF un partenaire pleinement mobilisé pour accompagner la mise en œuvre des politiques d'ESS en lien avec l'agenda 2030.

Nous croyons en notre capacité d'entraînement pour construire ensemble un monde meilleur.

Nous comptons sur vous, comme vous pouvez compter sur nous, pour assurer le succès de ce projet.